

Objectif nouveau Grand Paris, : "L'attractivité économique est la raison d'être de la Métropole"



Entretien avec Patrick Devedjian, Président du Conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian est également, depuis décembre dernier, président du syndicat mixte de Paris Métropole, n°9, mars-avril-mai 2015.

(Propos recueillis par Laetitia Sellam)

Vous êtes à la fois président du syndicat mixte de Paris Métropole et co-président de la Mission de préfiguration. Quel est votre rôle au sein de ces deux instances ?

P. Devedjian : Il est d'abord défini par la loi Maptam de janvier 2014. Le président de Paris Métropole devient *ipso facto* co-président de la Mission de préfiguration avec le Préfet de la région Ile-de-France. Mon rôle en tant que président est donc d'établir avec les élus, toutes sensibilités politiques confondues, cette plateforme commune depuis laquelle nous émettons notre position sur la loi. Etre président de Paris Métropole implique de chercher le consensus et d'être parfois dans le compromis par rapport à ses propres convictions. La Mission de préfiguration poursuit, elle aussi, des objectifs opérationnels de mise en place de la Métropole, mais de manière un peu plus réduite, puisqu'elle ne comprend que les élus de la petite couronne. Les deux fonctions sont ainsi parfaitement complémentaires. Je ne suis pas là pour défendre le point de vue de l'UMP mais un point de vue global. Nous visons l'efficacité par le consensus.

J'ai ainsi immédiatement pris acte de cette loi (Maptam) qui ne donnait satisfaction à presque aucun des élus locaux du territoire considéré. Puis j'ai négocié avec le gouvernement pour que l'article 12 de la loi Maptam qui régit la Métropole soit modifié en tenant compte des aspirations exprimées par 94 % des élus qui refusaient le centralisme du texte primitif.

Vous avez employé le mot "ascèse"...

P. Devedjian : J'entendais ascèse au sens sportif du terme. Enter dans une phase d'extrême concentration de soi, d'intense préparation. En substance, s'atteler à des efforts continues pour se donner toutes les chances d'être le plus performant possible face à un défi. Un challenge.

Quel est donc le challenge de la Métropole ?

P. Devedjian : A quoi peut servir une Métropole du Grand Paris ? Elle a avant tout pour objet de donner au territoire qu'elle représente un image internationale. Une métropole d'avenir est un instrument au service d'une politique d'attractivité pour favoriser la croissance et attirer

des investisseurs internationaux. La Métropole du Grand Paris se trouve en concurrence directe - et historique - avec Londres. Aujourd'hui plus de 300 000 Français travaillent dans la capitale britannique. Est-ce un hasard ? Ou bien est-ce le signe de notre carence ? Donc la raison d'être de la Métropole du Grand Paris ce sont l'attractivité et les compétences à caractère économique.

Comment voyez-vous alors la Métropole qui se dessine dans le projet du gouvernement ?

P. Devedjian : Je paraphraserai Mirabeau : "Qu'est-ce que la Métropole ? Rien. Que veut-elle ? Tout." Et nous ne sommes pas bien partis pour tout avoir. Aujourd'hui, ce qui se profile, c'est une structure de plus, une machine à dépenser de l'argent. En l'état actuel, la Métropole du Grand Paris, c'est 348 élus métropolitaines, alors que la Région en compte 209 sur un territoire deux fois plus grand. Une usine à gaz en somme. Dans le projet du gouvernement, la Métropole fait de la norme, de la péréquation, de l'aménagement et du logement. Elle n'a que très peu de compétences stratégiques. Elle s'occupe des piscines, des crèches, des conservatoires... alors que ce sont des compétences de proximité. En revanche, la Métropole n'a pas les aéroports, elle n'a pas les gares, la grande voirie, qui sont des éléments absolument fondamentaux pour développer l'attractivité. Et puis, je me demande comment elle peut s'articuler avec la Région à laquelle l'Etat transfère toutes les compétences économiques. A l'heure actuelle, la Métropole du Grand Paris n'est pas dotée des compétences qui sont sa raison d'être.

Le logement s'est néanmoins révélé un volet important d'une autre Métropole, celle de Lyon.

P. Devedjian : La comparaison est hors de propos. La Métropole de Lyon s'est construite en quarante ans, celle du Grand Paris en quatorze mois... Lyon n'est pas à la même échelle que Paris, tant structurellement que temporellement. La dimension de la Métropole du Grand Paris est évidemment internationale. Quant à la crise du logement, c'est le tonneau des Danaïdes... L'Etat en est le premier responsable. Le logement constitue une compétence de proximité et la centralisation de la question du logement a abouti à un échec dans les années soixante et soixante-dix. Il a fallu la création de l'ANRU (agence nationale pour la rénovation urbaine) pour agir sur ces cités de l'exclusion et réparer en partie les erreurs que la centralisation de l'urbanisme a provoquées. Et l'on voudrait rétablir le centralisme urbanistique ! Cette crise du logement résulte également de ce centralisme qui vise à concentrer toute l'activité des structures administratives dans la région parisienne. Et alors que les agences gouvernementales ont été épinglées dans un rapport de la Cour des Comptes, l'Etat en a créé trois nouvelles depuis six mois, et toutes bien entendu en région parisienne. Mais ce n'est pas terminé... En octobre dernier, vingt opérations d'intérêt national (OIN) supplémentaires ont été annoncées par le premier ministre Manuel Valls sur le périmètre du Grand Paris. Il s'agit d'une recentralisation forcée de l'urbanisme.

Enfin y a-t-il une vision de droite et une vision de gauche de la Métropole ?

P. Devedjian : Non, je ne le pense pas. Il y a une vision centralisatrice et une vision décentralisatrice. Une vision jacobine versus une vision girondine. La Métropole doit transcender les partis politiques. D'ailleurs je pense qu'avec Daniel Breuille (EELV), le maire d'Arcueil, nous partageons une vision très proche de l'avenir de la Métropole du Grand Paris et du principe métropolitain.

Alors quel scénario pour 2016 ?

P. Devedjian : Pour gérer un Métropole qui a peu de compétences, la loi prévoit rien de moins que 348 élus. Dans quel hémicycle se réuniront-ils ? Il semblerait que seule l'Assemblée nationale ou le Sénat soient assez grands. En 2016, la Métropole du Grand Paris, c'est quelle adresse ? quelle gouvernance ? C'est un défi de sauver la Métropole.

Tags:

[grand paris](#) [1]

categories:

[La Métropole Parisienne](#) [2]

[France](#) [3]

[Dans la presse](#) [4]

[Tweet](#) [5]

Thursday, 12 March 2015

Source URL (retrieved on 09/23/2019 - 14:11): <http://www.patrickdevedjian.fr/objectif-nouveau-grand-paris-lattractivit%C3%A9-%C3%A9conomique-est-la-raison-d%C3%AAtre-de-la-m%C3%A9tropole/728>

Links:

[1] <http://www.patrickdevedjian.fr/tags/grand-paris>

[2] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/la-m%C3%A9tropole-parisienne>

[3] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/france>

[4] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/dans-la-presse>

[5] <http://twitter.com/share>